



## Conseil économique et social

Distr. générale  
4 avril 2013  
Français  
Original : anglais

### Forum des Nations Unies sur les forêts

#### Dixième session

Istanbul (Turquie), 8-19 avril 2013

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

**Évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts et dans la réalisation des quatre objectifs d'ensemble relatifs aux forêts**

### **Évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts et dans la réalisation des quatre objectifs d'ensemble relatifs aux forêts**

#### **Rapport du Secrétaire général**

##### **Additif**

1. Les rapports nationaux du Brésil, de la Lituanie et du Mexique ont été reçus après la publication du rapport du Secrétaire général. Le secrétariat du Forum a désormais reçu, au total, 58 rapports nationaux concernant une superficie forestière totale représentant un peu plus de 2 milliards d'hectares. Ceci correspond à environ 51 % du couvert forestier mondial.

2. Les trois pays susmentionnés ont pris les mesures et mené les activités ci-après à l'appui de la réalisation des objectifs d'ensemble relatifs aux forêts.

**Objectif d'ensemble 1 : mettre fin à la réduction du couvert forestier dans le monde en pratiquant une gestion forestière durable, notamment grâce à la protection des forêts, à leur régénération, au boisement et au reboisement, et à des efforts accrus en vue de prévenir la dégradation des forêts**

3. Les efforts menés pour mettre fin à la réduction du couvert forestier comprennent l'élaboration de programmes, de politiques et de lois en faveur des forêts. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale, en 2007, de l'instrument

\* E/CN.18/2013/1/Rev.1.



concernant les forêts, le Brésil, la Lituanie et le Mexique ont pris des mesures pour renforcer le respect des lois et promouvoir la bonne gouvernance pour faciliter une gestion durable des forêts.

4. Le Brésil a rendu compte de programmes transsectoriels qu'il a mis en place pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts dans le cadre, notamment, d'un programme relatif à une agriculture à faible intensité carbonique qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à une gestion durable des ressources naturelles, d'un plan visant à prévenir et maîtriser la déforestation dans la zone brésilienne de l'Amazone et d'un plan national sur le changement climatique. Au cours de la période allant de 2008 à 2011, le Brésil a élargi la zone de forêts plantées dont la superficie est passée de 6,6 millions d'hectares à 7 millions d'hectares.

5. Le Mexique a mis l'accent sur l'importance de la collaboration entre le secteur forestier et le secteur agricole pour réduire la déforestation. Le secteur forestier a mis en place une approche fondée sur la coopération, en alignant ses politiques et programmes sur ceux du secteur agricole. Ces programmes ont contribué à réduire les effets du changement climatique, à promouvoir la lutte contre la pauvreté et à améliorer les infrastructures rurales. Le taux annuel net de déforestation a également diminué par rapport aux périodes précédentes.

6. Depuis 2007, la Lituanie a élaboré plusieurs stratégies, comme un programme de développement rural pour la période 2007-2013, une stratégie nationale de gestion du changement climatique, une stratégie nationale de développement des ressources renouvelables et un programme forestier national, en tenant compte des principes et mesures de gestion durable des forêts. En 2011, la loi sur les ressources forestières a été amendée de manière à ce que les zones forestières ne puissent plus être transformées en zones agricoles ou être utilisées à d'autres fins que dans des cas exceptionnels.

**Objectif d'ensemble 2 : renforcer les bienfaits économiques, sociaux et environnementaux liés aux forêts, y compris en améliorant les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts**

7. Les trois pays ont fait état de mesures visant à atteindre l'objectif d'ensemble 2 en mettant l'accent, en particulier, sur la rémunération des services rendus par les écosystèmes.

8. En 2007, le Brésil a mis en place un programme en vertu duquel les communautés traditionnelles reçoivent des subventions pour leur détermination à mettre fin à la déforestation. En Lituanie, les propriétaires fonciers et les responsables de la gestion des terres sont indemnisés quand leurs profits sont réduits ou quand les activités précédentes ne sont plus autorisées suite à des changements dans les réglementations et la juridiction sur l'utilisation des terres. Le Mexique a mis au point un système de paiement des services environnementaux pour indemniser les propriétaires de forêts qui maintiennent le couvert forestier et les forêts en bonne condition.

**Objectif d'ensemble 3 : accroître considérablement la superficie des forêts protégées dans le monde et celle des forêts gérées de façon durable et accroître la proportion des produits forestiers provenant de ces dernières**

9. En 2010 et 2011, le Brésil a créé 194 nouvelles zones protégées et a porté la superficie des zones protégées dans le pays à 22 millions d'hectares. Les nombreuses activités menées dans la région de l'Amazonie pour assurer le respect de la loi ont permis de réduire le taux de déforestation de 77 % en 2011 par rapport à 2004. Le programme relatif aux zones protégées de la région de l'Amazonie porte sur 43 % du biome amazonien. En 2012, le nouveau code forestier a défini de nouvelles règles visant à renforcer la protection de la biodiversité et à promouvoir une gestion durable des forêts.

10. En Lituanie, les forêts classées, les forêts spéciales et les forêts de protection (trois premiers groupes) représentent plus de 29 % de la superficie totale des forêts dans le pays. En tant que pays membre de l'Union européenne, la Lituanie applique des directives liées à la protection des forêts qui contribuent à la protection de l'avifaune et de son milieu naturel et à la préservation de la faune et de la flore sauvages. En 2012, un programme forestier national comprenant de nombreuses mesures et activités relatives à la protection des écosystèmes forestiers a été approuvé par le Gouvernement.

11. Au Mexique, la superficie totale des zones protégées a augmenté de près de 10 % au cours de la période 2007-2012. À l'aide de financements provenant du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Gouvernement, un fonds d'affectation spéciale pour le patrimoine de biodiversité a été créé pour mettre en œuvre des programmes de paiement des services environnementaux dans les zones sensibles en termes de biodiversité. Grâce à des approches participatives et à la coopération des communautés locales, le Mexique a appliqué un système d'inspection et de supervision pour prévenir l'exploitation et le commerce illégal de flore et de faune sauvages.

**Objectif d'ensemble 4 : inverser la tendance au déclin de l'aide publique au développement destinée à la gestion durable des forêts et mobiliser des ressources financières nouvelles et complémentaires de toute provenance afin de consacrer des montants beaucoup plus importants à la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts**

12. Le Fonds pour l'Amazonie brésilienne a été créé en 2008 pour mobiliser des ressources destinées à prévenir la déforestation et à appuyer la préservation et l'exploitation durable des forêts dans le biome amazonien. En 2011, le fonds avait reçu environ 130 millions de dollars. Un fonds national de développement des forêts a également été créé pour promouvoir le développement d'activités forestières durables et l'innovation technologique dans ce secteur. En 2011, le budget de ce fonds s'élevait à 750 000 dollars. Le montant des dépenses prévues pour 2012 au titre de projets relatifs à la gestion durable des forêts est estimé à 3 millions de dollars.

13. En 2010, à la suite de la seizième session de la Conférence des Parties à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Mexique a reçu des fonds de diverses sources pour appuyer l'élaboration de sa stratégie au titre du mécanisme renforcé de réduction des émissions causées par le déboisement et la

dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+). Il a également élaboré une stratégie de financement pour promouvoir les partenariats entre secteurs public et privé et les sources de financement. De nombreuses mesures sont mises en œuvre pour faciliter l'accès du secteur forestier et de ses chaînes d'approvisionnement au crédit et à d'autres modalités de financement.

14. Le secteur forestier d'État en Lituanie est actuellement profitable et produit d'importants revenus. Depuis 2009, les entreprises forestières doivent verser 10 % de leurs revenus à l'État. Les ressources vont au budget général de l'État et sont utilisées pour répondre à des besoins sociaux.

**Contribution des forêts à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.**

15. La Lituanie, comme la grande majorité des pays développés, a fait rapport uniquement sur la contribution des forêts et de la gestion durable des forêts à l'objectif 7 du Millénaire pour le développement, en mettant l'accent sur le rôle de protection que jouent les forêts, notamment contre les dangers liés aux phénomènes naturels.

16. Le Brésil et le Mexique ont indiqué d'autres contributions importantes apportées par les forêts et la gestion durable des forêts à la réalisation de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, concernant l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim.

17. Bien que le Brésil n'ait donné aucun indicateur quantitatif, il a indiqué que le lien entre la gestion durable des forêts, les forêts et l'élimination de la pauvreté était évident. Les forêts offrent abri et nourriture à la plupart des populations traditionnelles dans la région de l'Amazonie.

18. Au Mexique, une partie du plan de développement national pour la période 2007-2012 visait à mettre fin au déclin des forêts pour contribuer à résoudre les problèmes de pauvreté, car le secteur forestier aide les populations pauvres et marginalisées en créant et en renforçant les organisations sociales et la capacité institutionnelle et en offrant des possibilités de formation qui peuvent déboucher sur des emplois et des revenus.

---